

Projets immobiliers : les habitants veulent avoir voix au chapitre

Sept collectifs de « luttes urbaines » ont rédigé un texte qu'ils ont envoyé à tous les élus de la Métropole et de la Ville de Lyon. Ce qu'ils demandent ? Inclure les habitants avant les prises de décision sur les futurs aménagements, autrement dit, changer les habitudes.

Les voilà à nouveau à la manœuvre et cette fois ils demandent des comptes. Sept collectifs d'habitants rassemblés dans un intercollectif depuis 2019, viennent de signer un communiqué qu'ils ont adressé à tous les élus de la Métropole et de la Ville de Lyon ainsi qu'aux maires des quartiers concernés.

Elus qui depuis des mois, voire des années se battent pour stopper certains projets qu'ils jugent surdimensionnés, pour que leurs idées, leur expertise de terrain soient prises en compte dans la façon de penser la ville, suggèrent aux élus simplement mais fermement, « d'aller un cran plus loin » dans ce qui est devenu leur cheval de bataille : leur volonté de participer à la coconstruction des futurs projets immobiliers et d'aménagement de quartier. « Nous sommes en attente de propositions



Engagés contre le projet Bouygues, les habitants continuent de se mobiliser dans les Pentes. En septembre, ils s'étaient rassemblés avant la décision du tribunal administratif. Photo Progrès/Yves LE FLEM

de travail ambitieuses de la part des élus et des services de la collectivité incluant les habitants avant les prises de décision, ainsi que les élus s'y étaient engagés pendant la campagne ».

Le soufflé retombé un peu trop vite ?

Au pouvoir depuis neuf mois, les élus écologistes sont attendus au tournant. Et en particulier sur les secteurs devenus « sensibles », que sont Guillo-

tière, Mazagran, pentes de la Croix-Rousse, Part-Dieu et Caluire. Tous ces signataires disent avoir partagé, lors des municipales, « les idées enthousiasmantes » des listes menées par les candidats aujourd'hui en poste qui souhaitaient « redonner la ville aux habitants » et « valoriser une conception plus horizontale de la démocratie ».

Le soufflé est-il retombé un peu trop vite ? Certes, ils reconnaissent « une réelle volonté de dialoguer », et remarquent

Guillotière, Part-Dieu, Croix-Rousse, ce qu'ils en pensent

Guillotière : avec la concertation mise en place sur le secteur de la place du Pont, le collectif *Bailanche* salue la rupture avec une approche « exclusivement sécuritaire des problèmes ». L'organisation d'ateliers en visioconférence est « une méthode qui montre ses limites ».

îlot Mazagran : l'échec du projet proposant d'investir temporairement un bâtiment public vide sur l'îlot « n'est pas encourageant » pour le collectif *Habitons Mazagran*. « Après un discours très positif et novateur des élus », la concertation « repart aujourd'hui malgré tout de zéro ».

Pentes de la Croix-Rousse/Caluire : l'arrêt de projets immobiliers comme rue du Bon-Pasteur et de l'ex-école des Beaux-Arts constitue pour le collectif *la Fabrique de la Ville* « une avancée ». Mais les élus « ne tiennent pas leurs promesses de concertation sur le devenir de ces sites ». Le collectif *Les Pentes contre Bouygues* « s'étonne du silence de leurs interlocuteurs » pour évoquer les questions de densification. Du côté de *Sauvons la Croix-Rousse* on ne voit « aucun engagement clair pris concernant la mise en œuvre d'un urbanisme plus respectueux des habitants ». Parlant de « densification démesurée », l'association *de Défense du quartier Bissardon* interroge « pourquoi les locataires de logements sociaux n'auraient-ils pas droit, eux aussi, à la fois à un toit et à un espace vert avec des arbres ? »

À la Part-Dieu : certaines revendications notamment le projet de zone verte rue Bouchut ont été entendues, mais des demandes de rendez-vous restées sans réponse. Le collectif *Part-Dieu* « attend en vain une ouverture pour co construire la 2e tranche du projet ».

« des actions ambitieuses » comme l'annulation du projet Maurice-Scève (Croix-Rousse), mais ajoutent-ils « la mise en place des concertations tarde ». Et d'adresser aux élus une re-

commandation : « Accélérer le changement de méthode en rupture avec l'ancienne mandature en donnant des signaux réellement positifs aux habitants ».

Aline DURET